

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

" Près de 52 millions de personnes souffrent de faim en Afrique centrale "

LA Journée mondiale de l'alimentation célébrée le 16 octobre dernier a été l'occasion pour le coordonnateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale, représentant au Gabon & Sao Tomé-et-Principe, Hélder Muteia, de faire le point sur les interventions de l'organisme onusien dans la sous-région.

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

- **L'humanité a célébré, le 16 octobre dernier, la Journée mondiale de l'alimentation. Cette année, qui marque également les 75 ans de la FAO, le thème choisi est " Cultiver, nourrir, préserver. Ensemble. Agir pour l'avenir ". Quelle est l'importance de cette célébration et pourquoi avoir choisi ce thème ?**

- **Hélder Muteia :** La Journée mondiale de l'alimentation de cette année, qui marque effectivement le 75ème anniversaire de la FAO, marque également le 75ème anniversaire des Nations unies. Cela représente une responsabilité croissante pour la FAO de diriger les efforts mondiaux visant à éradiquer la faim et la malnutrition. C'est donc l'occasion de sensibiliser l'opinion publique en l'incitant à l'action au profit des populations victimes de la faim et en faveur d'une alimentation nutritive et saine pour tous.

Pour cette année, le thème choisi est " cultiver, nourrir, préserver. Ensemble. Agir pour l'avenir ", pour montrer la complexité de cette bataille mondiale pour rendre les systèmes alimentaires plus résilients, mais surtout offrir une alimentation nutritive et saine, abordable et durable pour tous, et des moyens de subsistance décentes aux travailleurs de la chaîne alimentaire, dans ce contexte aggravé par la pandémie de Covid-19.

Le monde a fait des progrès dans l'augmentation de la production et de la disponibilité de la nourriture, mais la sécurité alimentaire et nutritionnelle passe également et surtout par l'accès à des aliments surs et nutritifs pour tous et en toute saison ; la stabilité, la bonne utilisation et la durabilité de la base des ressources naturelles qui soutiennent la vie sur la planète. Dans un moment comme celui-ci, il est plus important que jamais de reconnaître la nécessité de soutenir nos héros de l'alimentation, ces agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et autres acteurs de l'ensemble du système alimentaire, qui veillent à assurer l'approvisionnement de notre nourriture de la ferme à la table, même dans un contexte de perturbations aussi inédites.

- **Quelle est la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique centrale ?**

- *Le nouveau rapport sur l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde publié en juillet 2020 estime à 690 millions (8,9% de la population mondiale) le nombre de personnes qui souffrent de la faim. 51,9 millions de personnes en Afrique centrale. Il faut noter qu'entre 2005 et 2015, l'Afrique centrale a réalisé des progrès significatifs en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, passant d'une prévalence de la malnutrition de 32,4% à 24,1%. À partir de 2016, la situation a commencé à se détériorer. Les causes sont multiples : la faiblesse des investissements dans la production alimentaire, les conflits armés dans certains pays comme le Tchad, le Cameroun, la RDC, la RCA et la situation économique mondiale, notamment la baisse du prix du pétrole brut. La récente crise sanitaire mondiale souligne la nécessité de mener une action plus audacieuse, multisectorielle et coordonnée afin d'atténuer l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les systèmes alimentaires.*

- **Quelles initiatives la FAO**



Hélder Muteia : «Le bilan de l'intervention de la FAO est nettement positif».

prend-elle au niveau de la sous-région pour appuyer les pays dans la transformation des systèmes alimentaires, et surtout reconstruire en mieux après l'impact négatif causé par la pandémie de Covid-19 ?

Comme le prescrivent les statuts, le soutien de la FAO intervient à différents niveaux. Dans chaque pays de la sous-région, la FAO dispose d'une représentation locale et d'une équipe technique. À ce niveau, de multiples initiatives et projets sont en cours, couvrant différentes thématiques, selon les spécificités et les besoins exprimés par les gouvernements et les groupes de bénéficiaires, telles que les associations locales et les ONG, y compris des interventions ciblées en réponse à la pandémie de Covid-19, pour étudier l'impact, et de promouvoir des projets visant à minimiser les effets négatifs. Au niveau sous-régional, avec un portefeuille de près de 150 projets actifs estimés à plus de 170 millions de US dollars, nous avons une équipe de professionnels basée à Libreville qui accompagne techniquement nos interventions et la mise en œuvre de projets dans différents domaines (agriculture, élevage, pêche, forêts, terre et eau, nutrition et politique agricole). Il existe également des projets mon-

diaux qui bénéficient aux pays de la sous-région. On peut citer, notamment, le Programme gestion durable de la faune sauvage. C'est une initiative de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique financée par l'Union européenne, mis en œuvre au Gabon, en RDC et au Congo pour un budget cumulé de plus de 13 millions d'USD. Dans le contexte de la Covid-19, une attention particulière va être portée sur des initiatives de production et d'appui aux chaînes de valeurs, mais également à l'évaluation des risques sanitaires posés par les systèmes alimentaires basés sur la viande de brousse, dans le cadre de l'approche " Une seule santé ".

- **De façon globale, quel bilan peut-on faire des interventions de la FAO dans la sous-région et quelles en sont les perspectives ?**

Le bilan de l'intervention de la FAO est nettement positif. Tous les progrès enregistrés au cours des dernières décennies ont compté sur la participation de la FAO. La FAO a joué un rôle fondamental dans la systématisation des priorités nationales et sous-régionales, la démonstration des méthodes de travail et des techniques de production, la mobilisation

de tous les acteurs nationaux et internationaux pour soutenir les communautés les plus vulnérables et répondre aux engagements pris dans le cadre des Objectifs de développement durable, notamment pour atteindre la Faim Zéro d'ici à 2030. Par exemple, nous avons actuellement de nombreuses organisations de producteurs qui ont été constituées avec le soutien de la FAO. Au Gabon, nous avons le cas de la Fédération nationale des transformateurs des produits agricoles (Fénatag). L'initiative de restauration forestière (TRI) à São Tomé, le Programme intégré (PI-REDD) en RDC, les initiatives du Fonds vert pour le climat en Guinée équatoriale et au Congo et le programme FAO-EU-FLEGT au Cameroun permettent une approche innovante pour la préservation des ressources forestières, la conservation de la biodiversité et la promotion des produits forestiers non ligneux. Dans les pays qui parient sur l'élevage comme le Tchad et la République centrafricaine, la lutte contre la peste des petits ruminants et de la péripneumonie contagieuse des bovins à travers le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales de la FAO, s'inscrit également dans ce cadre de résultats positifs.